



Toast de Monsieur Jacques CHIRAC, Président de la République française à l'occasion du déjeuner offert en son honneur par Monsieur Marc RAVALOMANANA, Président de la République malgache au Palais d'Ambohitsorohitra - MADAGASCAR. MARDI 27 juillet 2004

Monsieur le Président de la République, très cher ami, Monsieur le Premier Ministre, Messieurs les Ministres, Mesdames et Messieurs, Je voudrais d'abord vous dire, cher ami, l'honneur et le plaisir que je ressens à me trouver ici, dans ce cadre prestigieux, à quelques centaines de mètres de l'esplanade de Mahamasina, ce lieu témoin d'événements gravés dans nos mémoires, où vos rois et vos reines étaient intronisés, où le Général de Gaulle s'exprima le 22 août 1958 sur le destin de la Grande île, où le premier Président de la République malgache prononça l'indépendance, où vous-même, Monsieur le Président, avez prononcé votre premier discours de Chef d'Etat

L'histoire a créé entre nos deux pays des relations singulières dont les vicissitudes n'ont pas entamé une amitié et une estime réciproque, amitié et estime qui traversent le temps. Nous en vivons, aujourd'hui, un moment privilégié et je vous remercie de tout coeur, Monsieur le Président, de m'en avoir donné l'occasion. Ma visite répond au souhait que nous avons exprimé, de part et d'autre, lors de votre venue en France en mars dernier, de faire vivre plus fortement, plus intensément l'amitié entre Madagascar et la France, une amitié qui nous tient à coeur. Nous venons d'en avoir une belle manifestation, avec le prodigieux accueil, l'accueil si chaleureux réservé à ma délégation et à moi-même. Un accueil qui, tout au long de la matinée, m'a profondément ému et profondément touché.



Ce passé que nous avons en commun, la langue et la culture françaises que nous avons en partage, notre volonté de donner à nos relations une impulsion nouvelle, tout porte Madagascar et la France à coopérer, à intensifier et à étendre leur partenariat pour plus de solidarités, plus

de croissance, et au bout du compte plus de stabilité et de paix dans cet ensemble si fascinant et si particulier que forment les pays de l'Océan indien.

Coopérer pour plus de solidarités. Le grand combat pour l'homme contre la pauvreté, pour l'accès des plus démunis à la santé et à l'éducation, est celui sur lequel la communauté internationale doit impérativement se battre et se mobiliser si elle veut assumer ses responsabilités de demain. Le Sommet du Millénaire a fixé des objectifs, des objectifs ambitieux mais qui ne consistent qu'à réduire de moitié la pauvreté dans le monde et ces

objectifs il faut les atteindre et dans l'état actuel des choses, il faut savoir que nous ne les atteindrons pas, comme nous nous y étions engagés, en 2015, si nous ne trouvons pas de moyens de renforcer considérablement la mobilisation des ressources nécessaires à la mise en oeuvre de ce projet qui est un minimum de ce que l'on peut exiger au nom de la morale et même au nom du réalisme politique. La France plaide depuis longtemps pour cette cause. J'ai voulu que notre effort d'aide publique soit relevé pour répondre à cette exigence de solidarité et de meilleur partage des richesses tirées de la mondialisation. Je voudrais aussi vous dire que ce ne sont pas des objectifs abstraits qui inspirent cette politique. C'est le message que l'on perçoit, que chacun peut percevoir des populations que l'on rencontre. Je voyais encore ce matin l'appel de tous ces jeunes, disponibles, pleins d'enthousiasme, à la recherche de leur avenir et que l'on ne peut pas décevoir. Si on ne leur apporte pas dans des délais raisonnables, c'est-à-dire quelques années, le

nécessaire sur le plan de la santé, de l'éducation, de la formation, ce qui est nécessaire pour vivre dans un monde où, par ailleurs, on compare tout et instantanément, en raison de la puissance des médias, alors, si on ne le fait pas, on se réserve de très graves difficultés. Et c'est une véritable déstabilisation du monde qui risque de s'engager si on ne répond pas à cette nécessité. Ce message, je l'ai encore lu ce matin dans les regards,

dans les yeux des jeunes malgaches que nous avons, tout au long de notre route, rencontrés avec le Président. Votre politique, Monsieur le Président, est inspirée par la même conviction, celle de l'attention à porter à la vie quotidienne des Malgaches, et de tous les Malgaches, sur toute l'étendue de la Grande île, à leur avenir, à l'avenir de leurs enfants. Confronté à d'immenses besoins, éprouvé récemment encore par des turbulences politiques et de violents cataclysmes, Madagascar s'est engagé, avec lucidité, avec courage, dans un programme de redressement, en donnant la priorité à la lutte contre la pauvreté. Les Institutions financières internationales vous soutiennent, comme tout le justifie. Le Président de la Commission européenne, (et je

salue son Ambassadeur ici présent) à qui j'avais signalé, après notre rencontre de Paris, les besoins et les mérites de Madagascar, m'a donné des assurances pour qu'ils soient bien pris en considération. Nous nous attacherons de même à ce que votre pays puisse bénéficier dans les meilleurs délais, c'est-à-dire au plus tard en octobre, des annulations de dette en faveur des pays qui le justifient, ce qui est sans aucun doute le cas de Madagascar, et ce qui permettra d'ailleurs à la France, d'annuler la quasi-totalité de la dette de ce pays à son égard.

Dans ces moments d'efforts, mais aussi des moments de promesses pour l'avenir, la France, qui est pour vous un partenaire important, c'est même actuellement le premier, la France se veut disponible, à vos côtés. Lorsque les cyclones Elita et Gafilo vous ont frappés, nous avons ensemble mobilisé nos moyens d'urgence. Au moment où vous atteindrez le point d'achèvement de l'initiative PPTE, je vous l'ai dit, la France annulera la totalité des

dettes de Madagascar à son égard, ce qui est normal.

Permettez-moi de revenir, en particulier, sur le magnifique exemple de partenariat que représente le projet que nous avons visité ce matin, celui de l'aménagement et de l'assainissement des quartiers Sud-Ouest d'Antananarivo. Exemplaire, en conjuguant de façon équilibrée des préoccupations sociales relatives à la salubrité et des objectifs économiques, la commercialisation de produits et le développement d'activités artisanales. Exemplaire aussi, en associant aux concours des Etats, une collectivité locale, la mairie de Tananarive, des associations et des partenaires privés. Oui assurément, ensemble, nous pouvons faire plus et mieux en dépassant la sphère de l'aide publique.

Coopérer pour plus de croissance. Je sais que vous partagez avec moi cette conviction, Monsieur le Président. Le rôle de l'initiative privée, de l'entreprise, est un rôle absolument primordial pour créer des emplois, pour créer de la richesse, pour enclencher une dynamique de croissance. En la négligeant, et plus encore en l'évinçant, votre pays, dans le passé, a enregistré une régression douloureuse de son niveau de vie. Pourtant, nous le savons, Madagascar dispose de beaucoup d'atouts, avec son potentiel agricole largement inexploité, ses ressources halieutiques, les richesses de son sous-sol, ses attraits touristiques et une main-d'oeuvre reconnue comme étant de très grande qualité.

La normalisation de la situation politique, le rétablissement de l'état de droit, les mesures de redressement de l'économie produisent déjà leurs effets. Nos investisseurs, qui sont les plus nombreux d'ailleurs à être implantés à Madagascar, ont été rassurés, Monsieur le Président, par des signaux positifs, comme l'accord de protection réciproque que nous avons signé en 2003. Nous les encourageons à faire de nouveau confiance à

Madagascar, en particulier ceux de la Réunion qui connaissent bien votre pays.

Coopérer pour la paix et le développement régional, voilà aussi l'un des grands champs ouverts à notre partenariat. L'histoire fait que la France est présente dans l'Océan indien. Vous avez noué avec le département de la Réunion des relations très denses et je m'en réjouis. Je voudrais à cette occasion saluer Monsieur René-Paul VICTORIA, Député de la Réunion, Maire de Saint-Denis, que vous avez bien voulu inviter à cette journée d'amitié franco-malgache. Sa présence parmi nous témoigne de la véritable communauté qui s'est instituée entre les pays et territoires riverains de l'Océan indien.

La Commission de l'Océan Indien porte cette ambition régionale que nous partageons. Je me réjouis, Monsieur le Président, du rôle que Madagascar souhaite lui voir jouer et de votre implication dans cette institution. Au moment où la libéralisation des échanges s'accroît, il est

indispensable de renforcer les espaces régionaux, champs privilégiés de complémentarité et de solidarité. Attachons-nous à en tirer le meilleur parti, en favorisant les échanges économiques, en gérant en commun des services d'intérêt collectif comme la sécurité en mer et le contrôle des pêches. Faisons aussi de notre Commission un lieu de dialogue pour contribuer aux efforts de prévention et de règlement des crises. Renforçons, et je sais que vous partagez cette volonté, son rôle dans la protection et la promotion de ce lien particulier qu'est la culture des peuples indo-océaniens.

C'est dans cet esprit d'amitié et de coopération que je lève mon verre à votre santé, Monsieur le Président. Je me réjouis de pouvoir bénéficier de nouveau de votre hospitalité prochainement, en mars prochain, et à cette occasion de donner à nouveau un témoignage de vitalité sur l'intensité et la fraternité de nos relations. Vive Madagascar, Vive la France, Vive l'amitié franco-malgache !

Sources : Présidence de la République, publication www.madagate.com